

Interview de Catherine Lalumière: la Turquie et l'Union européenne (Paris, 17 mai 2006)

Source: Interview de Catherine Lalumière / CATHERINE LALUMIÈRE, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 17.05.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:11:06, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_catherine_lalumiere_la_turquie_et_l_union_europeenne_paris_17_mai_2006-fr-1c1f7e35-4412-4b47-bdf2-af43ba0059c5.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Catherine Lalumière: la Turquie et l'Union européenne (Paris, 17 mai 2006)

[Étienne Deschamps] Vous le savez, il y a, parmi bien d'autres enjeux, un point qui actuellement focalise l'attention de nombreux citoyens sur l'avenir de notre continent, sur l'avenir de l'Union européenne en termes d'élargissement – nous en parlions tout à l'heure, de limites des frontières éventuelles –, je pense bien sûr au débat qui tourne autour de l'adhésion ou non de la Turquie à l'Union européenne. Vous vous êtes plusieurs fois exprimée sur cette question, ne faisant pas mystère de votre engagement en faveur de l'adhésion, globalement, de la Turquie à l'Union européenne. Quels seraient vos arguments pour convaincre ceux qui s'opposent à une telle perspective?

[Catherine Lalumière] Il est vrai que c'est une question importante, parce qu'au travers du dossier turc, c'est la question des frontières, sinon de l'Europe, tout au moins de l'Union européenne, ce qui n'est pas synonyme. L'Union européenne, c'est une organisation et ses frontières ne coïncident pas forcément avec les frontières de l'Europe, en tout cas pas de l'Europe géographique, c'est autre chose. Alors, sur le dossier turc...vous dites que je suis en faveur de l'adhésion. Je le formulerai un petit peu différemment. Je crois que je suis à 100% en faveur de très bonnes relations avec la Turquie. La Turquie, par sa position géographique, son histoire, son rôle stratégique, son poids économique, etc., c'est pour nous un partenaire très, très, très important.

Donc, en aucun cas, je ne choisirais des solutions qui nous séparent de la Turquie et à fortiori qui l'éloignent ou la transforment en adversaire. Ça, en aucun cas. Voilà, c'est ça qui me paraît important. Alors, adhésion? Adhésion, il faut dire que le terrain a été défriché depuis très longtemps. Il ne faut pas oublier qu'en ce qui concerne l'eupéanité de la Turquie, la réponse a été oui depuis 1949! C'est en août 1949 que la Turquie est admise au Conseil de l'Europe, lequel Conseil de l'Europe exigeait que ce soit un pays européen. Donc, à cette époque-là, on dit: «Mais c'est un pays européen, il n'y a pas de problèmes.». 1949!

Et c'est en 1963, quand on parle de contrat d'association entre la Turquie et la Communauté, 1963, qu'on laisse penser que cet accord d'association préfigure une éventuelle adhésion à la Communauté. Donc, on a tout ce passé. Alors, il faut être cohérent. Si on a réglé le problème de l'eupéanité en 1949, si on parle d'une adhésion à la Communauté dès 1963, c'est quand même un peu difficile de faire machine-arrière maintenant, en disant: «tout d'un coup on s'aperçoit que vous n'êtes pas Européens». «Ah bon? Très bien. Mais alors, qu'est-ce que vous faisiez en 1949?»

Et c'est pour ça que, vu ce passé, c'est extrêmement difficile maintenant de dire que l'adhésion n'était pas la meilleure formule. Bon, si on était devant une page blanche, on pourrait dire: un partenariat bien travaillé, bien poussé, bien équilibré avec la Turquie serait une meilleure solution. Mais le terrain n'est pas vierge. Et dans l'état actuel des choses, si on dit à la Turquie: «Vous savez, on s'est trompé. L'adhésion franchement ce n'est pas la formule.», ils vont nous prendre pour des rigolos et puis, pire, ça peut être vécu comme une humiliation. Franchement, ce n'est pas le but.

C'est pour ça que je dis, oui, je suis en faveur de l'adhésion. Je suis surtout en faveur qu'on respecte la Turquie et qu'on respecte aussi les paroles qui nous ont engagés auprès de la Turquie. Ceci étant, si on travaille à l'adhésion, ça passe quand même par le respect par les Turcs des principes fondamentaux en vigueur dans l'Union européenne et notamment le respect des droits de l'Homme. Là, tout le monde, y compris les Turcs, disent qu'ils ont des progrès à faire. Donc, c'est le moment ou jamais qu'ils fassent ces progrès. Ils en ont déjà fait, il faut qu'ils continuent.

De façon annexe, mais ça a quand même une influence dans le paysage, c'est le problème de Chypre du Nord. Il faut que ça se calme et que les revendications de Chypre du Nord et de monsieur Denktash soient ramenées à leur juste proportion. Bon, ça aussi ça implique une politique adaptée de la part de la Turquie. Il y a des souvenirs douloureux de l'Arménie, il y a un certain nombre de choses, mais essentiellement c'est le respect des droits de l'Homme par les autorités turques, par le régime turc qui est au cœur même de toute adhésion. C'est absolument évident.

Si ces conditions sont remplies, et il ne s'agit pas d'une adhésion au rabais, je crois qu'au total ce serait une très bonne chose pour l'Union européenne. Parce que, quand même, il faut voir toutes les dimensions du problème. La Turquie c'est, sur le plan économique, un très grand marché et nous avons besoin de ce marché. Ils ont aussi une main-d'œuvre... alors on dira: c'est pire que le plombier polonais, ils vont nous prendre tous les emplois. Mais nous avons besoin de gens qui acceptent. Les travailleurs turcs sont de très bons travailleurs. Et la reconstruction de l'Allemagne, s'il n'y avait pas eu de travailleurs turcs, ne se serait pas faite.

Donc il faut voir le problème, quand même, dans sa globalité. Sur le plan économique, au niveau de la consommation, mais aussi au niveau de la production, la Turquie nous apporte beaucoup. Je passe sur l'apport intellectuel et scientifique – ils sont quand même de très haut niveau en Turquie et ils peuvent nous apporter beaucoup. Alors on dira: ils nous concurrencent. Mais ils nous concurrencent en étant en-dehors aussi. Donc, il vaut mieux qu'ils soient à l'intérieur et soumis aux mêmes règles et aux mêmes contraintes que nous. Ce sera moins un concurrent sauvage que s'ils restent à l'extérieur.

Ça c'est le volet économique et social. Parce qu'en matière sociale on a intérêt à ce qu'ils rentrent dans l'Union, peu ou prou, les salaires en Turquie seront obligés d'augmenter, la protection sociale sera obligée d'augmenter et il vaut mieux ça pour que la concurrence qu'ils nous font déjà soit moins sauvage, parce que leurs entreprises seront soumises aux mêmes règles que nos entreprises. Donc, au total, sur le plan économique et social, il n'y a pas de doute, on a intérêt à ce qu'ils soient dans l'Union européenne plutôt qu'à l'extérieur de l'Union européenne.

Mais sur le plan géostratégique et de notre sécurité, au sens le plus concret du mot, sécurité militaire, nous avons terriblement besoin de la Turquie. Ça a toujours été le cas. Le Bosphore, les Dardanelles, c'est la frontière de l'Europe, la frontière un peu artificielle, ce n'est pas très large le Bosphore et les Dardanelles, avec une barque on va d'une rive à l'autre, c'est tout près. Mais enfin, de l'autre côté, il y a quand même des pays qui ne sont pas très rassurants: c'est l'Irak, c'est l'Afghanistan, c'est l'Iran, c'est la Syrie, c'est tout ça... toute l'Asie centrale. Et la Turquie c'est, sur le flan sud-est de l'Union européenne, un bastion très, très important.

Et notre intérêt le plus égoïste, c'est de les avoir avec nous et pas contre nous. Parce qu'à force d'humilier les Turcs, ils peuvent très bien nous dire: «Écoutez, maintenant, ça suffit, on cherche nos alliés de l'autre côté.» D'autant qu'il y a le problème religieux. Alors, on dira: «Ah, mon dieu, faire rentrer un pays musulman chez nous, en Europe... l'Europe chrétienne...» Oui, nous avons une tradition judéo-chrétienne, ça c'est vrai, c'est incontestable, mais nous n'avons jamais été homogènes. Il y a toujours eu un pluralisme religieux à l'intérieur du club.

Et dans l'avenir, nous n'avons pas du tout intérêt à laisser penser que nous sommes un club chrétien, point final. Parce qu'on le voit bien, la montée des intégrismes, de tous les côtés, risque de créer des situations de conflits et de conflits violents, de conflits armés. Donc, notre intérêt, c'est précisément d'afficher ouvertement que l'Union européenne n'est pas réservée à des gens qui se réclament de telle ou telle tradition chrétienne, au demeurant, il y a des gens qui ne croient à rien, donc ceux-là verraient passer les balles, si je puis dire, et ne serraient pas à l'aise dans une Union européenne qui entrerait en guerre de religions avec le monde arabo-musulman.

Donc, ça fait beaucoup, beaucoup de raisons pour dire: attention, la Turquie n'est pas un partenaire qu'on peut comme ça laisser de côté, parce que non, vraiment... non, ça ne me plait pas, ce sont des gens que je ne connais pas, que je ne comprends pas, qui sont différents. Ils sont différents, ils restent différents et puis voilà. Ce sont des partenaires dont nous avons besoin. Et je vous dis, on serait partis il y a 40 ans sur la base d'un partenariat avec la Turquie, oui, ça pouvait être une formule. Mais maintenant, le terrain est miné et nous devons faire très attention, très attention à traiter les Turcs avec le respect qu'ils méritent et dont nous avons besoin. Enfin, en tout cas, c'est ma conviction.